

Conférence (27 novembre 2015): <<Communicating European Development Policy>>

Mesdames, Messieurs, Monsieur le Vice-Président, cher Gonçalo Lobo Xavier.

D'abord je veux remercier tous ceux qui ont participé à cette conférence de deux jours.

Historiquement, la naissance de l'Union européenne est le résultat d'une bonne communication à double sens entre les citoyens et les institutions publiques. Le rôle de la communication en tant que telle était crucial pour le développement des valeurs démocratiques et sociales européennes.

Aujourd'hui la communication entre les citoyens et les institutions publiques se fait surtout à travers les médias et les réseaux sociaux. Ceux-ci ont tout d'abord une fonction d'information. En outre ils remplissent une fonction économique, sociale et politique.

Ainsi, ce sont les médias qui veillent à ce que les citoyens comprennent la démocratie et les liens économiques, sociaux, écologiques et politiques. C'est surtout la qualité de l'information qui devrait former l'opinion personnelle de chaque citoyen.

Du point de vue social, les médias peuvent renforcer la conscience de normes et de valeurs sociales et aider à leur assimilation. On peut même parler d'une fonction d'intégration sociale, en ce sens que les médias peuvent mener à une adhésion à des normes de comportements socialement reconnues.

Toutefois, de nos jours, l'adhésion à l'idée européenne risque de devenir fragile. Des médias et des réseaux sociaux de plus en plus nationalistes cultivent la perte de confiance dans les institutions européennes. De plus, le scepticisme et l'angoisse des citoyens sont alimentés par les gros titres sur les conséquences de la crise financière, de l'arrivée des réfugiés et du terrorisme.

Une communication plus intense et détaillée de la politique du développement européenne peut éclaircir sur les objectifs et les actes des institutions européennes pour le bien-être commun de l'humanité. Si nous savons que la politique du développement se concentre surtout sur le développement durable, à la fois en protégeant l'environnement et en assurant la croissance économique et la cohésion sociale, sur la promotion de la démocratie et de l'Europe, sur le respect des droits de l'homme ainsi que sur la réduction de la pauvreté dans le monde, ses résultats ne sont pas connus et répandus dans la population.

Il est parfois oublié qu'il existe à côté de la politique budgétaire et monétaire, qui, elle, est bien médiatisée, une politique sociale au niveau européen et dans les Etats membres, qui vise le développement, la solidarité et le soutien.

Avec 50% de l'aide globale au développement, l'UE est le principal donateur du monde. Cette aide vise à réduire le nombre de 1,3 milliard de personnes qui vivent dans une extrême pauvreté, à promouvoir la croissance dans les pays en développement et à instaurer la protection sociale. L'accès au marché mondial et régional, l'agriculture durable, la création d'emplois, l'éducation, la santé tout comme la sécurité énergétique constituent la majeure partie de l'aide.

En plus l'importance de la politique régionale et de cohésion européenne pour le développement des régions plus pauvres de l'UE n'est pas à sous-estimer. Avec environ un tiers du budget total, cette politique de l'Union européenne déploie des moyens financiers considérables.

Avec la nouvelle période de programmation qui s'étend de 2014 à 2020, la politique régionale est transmise vers les objectifs de la stratégie de développement "Europe 2020" et vise, avant tout, la création des emplois, la croissance économique ainsi que le renforcement de la compétitivité. 351 milliards d'euros doivent en tout être distribués jusqu'à 2020 pour la politique régionale et de cohésion. Avec cela, les moyens doivent être concentrés sur les domaines et les secteurs dans lesquels les plus grands progrès sont à attendre. Des projets doivent être encouragés qui soutiennent des petites et moyennes entreprises et des innovations.

L'envergure de la politique de développement européenne a besoin des médias et des réseaux sociaux pour être transmise et discutée. Il faut des médias qui discutent activement en tant que médiateurs sur les projets de développement européens, d'un côté pour souligner la plus-value de l'UE sur le plan social et de l'autre côté pour montrer aux citoyens qu'il existe des institutions et organisations sociales au niveau européen qui se battent pour la solidarité.

Espérons que les idées que vous avez construites et exposées ces deux jours pour une communication plus ciblée sur la politique de développement européenne porteront leurs fruits dans les années à venir.

Merci